**Province de Québec
Corporation Municipale
Du Canton Clermont**

Règlement #84

Décrétant un tarif lors d'une intervention destinée à prévenir ou à combattre l'incendie d'un véhicule

---

À une session régulière, des membres du conseil de cette municipalité tenue au lieu et heure ordinaires le vendredi 6 avril 1990 et à laquelle étaient présents Messieurs et Madame les conseillers suivant : Jean-Claude Bruneau, Roger Therrien, Marc Gareau, Michel Mercier et Darquise Tousignant formant quorum sous la Présidence de Monsieur le Maire Roch Gagnon, ceux-ci adoptèrent le règlement suivant :

Règlement #84 décrétant un tarif lors d'une intervention destinée à prévenir ou à combattre l'incendie d'un véhicule.

Attendu que toute municipalité peut prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités sont financés au moyen d'un mode de tarification en vertu de l'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale;

Attendu que le gouvernement du Québec a édicté, par le décret 1207-89, le règlement sur les conditions ou restrictions applicables à l'exercice des pouvoirs de tarification des corporations municipales;

Attendu que le conseil municipal désire adopter un règlement pour décréter que lorsque le service de protection contre l'incendie est requis pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule, le propriétaire est assujetti à un tarif;

Attendu qu'avis de motion du présent règlement a dûment été donné par le conseiller Jean-Claude Bruneau à une séance régulière du Conseil tenu le 2 mars 1990;

En Conséquence il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bruneau, secondé par le conseiller Marc Gareau, et résolu à l'unanimité qu'un règlement soit adopté pour décréter ce qui suit :

Article 1 lorsque le service de protection contre l'incendie est requis pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule, le propriétaire de ce véhicule qui n'habite pas le territoire de la Municipalité et qui n'est pas contribuable est assujéti au tarif du coût de la sortie des pompiers, soit le montant de la facture;

Article 2 ce tarif est payable par le propriétaire du véhicule qui n'habite pas le territoire de la Corporation municipale et qui n'es est pas un contribuable, qu'il ait ou non requis le service de protection contre l'incendie.

Article 3 le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Roch Gagnon
Maire

Yvette Portelance
Secrétaire-trésorière

Avis de motion : 2 mars 1990

Adoption : 6 avril 1990

Publication : 17 avril 1990